

Du côté de chez nous



"Marre de la précarité"

Les organisations de la CGT Fonction publique se félicitent du caractère massif de la journée nationale d'action du 31 mars. Elles saluent la contribution

importante des agents de la Fonction publique et de leurs organisations syndicales à la réussite de cette mobilisation.

Les agents publics, fonctionnaires et contractuels, sont et seront mobilisé-e-s parce qu'elles et ils sont concerné-e-s par l'abaissement des garanties collectives dans le secteur privé. Outre ses conséquences désastreuses pour les salarié-e-s directement impacté-e-s, dont nombre de contractuels de droit privé dans le champ de la Fonction publique, et les futurs travailleur-se-s, ce projet de loi serait un nouvel élément confortant les attaques contre le Statut des fonctionnaires.

Dans le cadre de l'appel unitaire interprofessionnel du 31 mars pour gagner le retrait du projet de loi Travail, la CGT Fonction publique appelle ses organisations et militant-e-s :

- Le 9 avril, à construire une mobilisation massive des personnels de la Fonction Publique aux manifestations

Ces nouvelles journées de mobilisation sont également des étapes pour porter nos revendications.

- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes accumulées.

- Contre les politiques d'austérité et le démantèlement des missions de la Fonction publique.

- Pour la défense et le développement des garanties statutaires attaquées tant par le gouvernement que par les candidats aux primaires de la droite.

- Contre la remise en cause des 35h et pour l'instauration des 32h.

- Pour la titularisation des précaires et le développement de l'emploi public à la hauteur des besoins du service public.

Montreuil, le 1er avril 2016

Mutualisation : Alerte sociale à Bordeaux Métropole

Publié par redac. NBSO sur 1 avril 2016.

Après une mutualisation des services qui a engendré près de 1000 déménagements d'agents communaux et métropolitains depuis le 1er janvier, Max Guichard a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme, lors du dernier conseil métropolitain : la situation sociale à Bordeaux-Métropole est plus qu'inquiétante.

« Depuis des mois, vous me répondez que la mutualisation des services se passe parfaitement bien, autant à la Métropole que dans nos communes. Les choses ont d'ailleurs été tellement bien préparées que vous voilà contraints, monsieur Juppé, d'installer 40 agents sur le terrain d'un stade municipal à Bordeaux Nord, dans des bâtiments modulaires, pour une durée indéterminée. Les agents concernés ont très peu apprécié, je peux vous l'affirmer, d'être ballotés comme ils l'ont été et d'être placés dans de telles conditions de travail. Mais vous allez certainement me dire qu'il vaut mieux travailler dans un Algeco que rien...

L'ambiance que vous trouverez sur le stade Alfred-Daney est cependant la même que celle qui règne dans la tour de Mériadeck et dans de nombreux services communs et métropolitains : l'inquiétude a souvent laissé place au ras-le-bol face à des surcharges de travail importantes et des incertitudes encore fortes. Comme nous l'avions annoncé depuis plusieurs conseils, les instances paritaires et notamment le CHSCT ont été alertés sur des situations de souffrance très préoccupantes. Il est, je tiens à le dire, parfaitement anormal d'en arriver à de telles situations alors que les syndicats préviennent depuis des mois que cette mutualisation se fait à marche forcée et que le bureau métropolitain avait lui-même évoqué des risques psycho-sociaux importants.

Je sais, pour finir, que la CFDT a fait appel à vous, monsieur le Président, pour revenir sur des aspects qu'ils jugent inacceptables dans la méthode comme dans les finalités. Vous leur répondrez certainement. Je crois surtout qu'il est plus que temps de donner les moyens et l'écoute nécessaire aux instances paritaires sur ces sujets. »

**SAMEDI 9 AVRIL
MANIFESTATIONS**

Fêter Pâques à Gaza n'est pas de tout repos...

Poèmes d'espoir [854422] Depuis plus de dix ans, les Chrétiens quittent Gaza, à cause des événements tragiques qui ruinent les territoires palestiniens en général et la bande de Gaza en particulier, victimes du blocus israélien, mais aussi en raison des difficultés pour ces derniers de pratiquer leur foi, de rejoindre les lieux saints, Bethléem pour la messe de Noël, Jérusalem et le Saint-Sépulcre pour Pâques... et de l'absence de perspectives pour toute une population principalement versée dans le commerce, dans cette région de plus en plus isolée.

Les Chrétiens de Gaza, comme tous les Chrétiens d'Orient, occupent une place sociale et économique très importante ; ils sont connus comme orfèvres, négociants, propriétaires de magasins, de stations d'essence...

C'est dans le quartier chrétien situé dans le camp de réfugiés de Shata', au cœur de la ville de Gaza, qu'habite Nabil Tarasi, un ingénieur chrétien. Héritier d'une des grandes familles chrétiennes établies à Gaza depuis des siècles (parmi les familles chrétiennes les plus connues à Gaza, on citera les Tarasi, les Khouri, les Aiad, El-Sayagh, El-Tawel, Saba et les Ghatas), il regrette l'exode de sa communauté : le nombre des membres de la communauté chrétienne est tombé de 7.000 individus, en 2005, à 3.000 actuellement, en 2016.

Le père Mario de Sylwa, curé de paroisse à Gaza, insiste sur les mesures israéliennes à l'encontre de la population civile de Gaza et donc aussi des Chrétiens : « Seulement 400 permis d'entrer dans Bethléem à Noël (et seulement pour deux jours) sont délivrés à une population de près de 3.000 âmes. »

Les Chrétiens partagent les mêmes souffrances que le reste de la population dans la bande de Gaza, car le gouvernement israélien ne fait aucune distinction entre Palestiniens musulmans et Palestiniens chrétiens.

Dans la bande de Gaza, quatre Églises se partagent les fidèles : l'Église latine (catholique), deux Églises orthodoxes, de rite oriental et de rite occidental, et l'Église évangéliste baptiste. Leurs bâtiments culturels sont ouverts pour la messe, tous les dimanches ; et ils jouent aussi le rôle de lieux de rencontres pour ces communautés et les nombreuses associations qui leur assurent une existence très active.

À Gaza, l'église côtoie la mosquée, et Musulmans et Chrétiens partagent la même vie quotidienne.

La cohabitation avec les 1,8 millions de Musulmans n'est émaillée d'aucune hostilité, même si, parfois, certaines frustrations existent ; mais c'est uniquement « politique » : les emplois publics sont moins ouverts aux Chrétiens, depuis que le Hamas gouverne la bande de Gaza...

Toutefois, Moussa Saba, le responsable de l'Union des Églises chrétiennes à Gaza, témoigne d'une bonne intégration des Chrétiens dans la population gazaouite : « Même si notre nombre a beaucoup diminué, nous avons nos propres églises catholiques, orthodoxes, et nous avons nos propres écoles et nos propres associations. »

Une entente cordiale que confirme Ibrahim El-Jahchan, directeur d'une association chrétienne : « Les relations sociales dans la bande de Gaza, entre Musulmans et Chrétiens, sont fortes, basées sur la fraternité et le respect réciproque, tout simplement car les deux communautés partagent déjà une même langue et une même culture, mais aussi la souffrance et les difficultés que l'adversaire israélien nous impose. »

Selon Jaber El-Jelda, porte-parole de l'Église grecque orthodoxe à Gaza, lors de l'agression israélienne de 2014, qui a causé la mort de près de 2.000 civils gazaouis et en a blessé des dizaines de milliers d'autres, il n'y a eu que trois morts dans la communauté chrétienne, mais toutes les églises de Gaza ont appelé à la prière ensemble, avec les Musulmans, et les églises ont été ouvertes aux sans-abri, quelle que fût leur confession : « Il y a toujours eu une entraide sincère entre les Chrétiens et les Musulmans de Gaza, et cela depuis 1948... »

Il existe cinq écoles chrétiennes à Gaza : la Sainte famille, l'École latine, l'École grecque orthodoxe, la Terre sainte et l'école des Sœurs du Rosaire. Elles comptent parmi les meilleures écoles de Gaza, pour l'enseignement des langues notamment, et sont dès lors fréquentées par des élèves musulmans, beaucoup plus nombreux que leurs condisciples chrétiens. L'École grecque orthodoxe, par exemple, accueille ainsi 600 élèves dont seulement une centaine sont chrétiens. Bien sûr, tout ne passe pas toujours sans mal... Certains membres du gouvernement local ont essayé d'imposer la lecture obligatoire du Coran dans les écoles chrétiennes ; mais elles ont objecté de leur liberté d'enseignement, et elles ont eu gain de cause.

Une dizaine d'associations chrétiennes survivent également : l'Union des Églises chrétiennes, l'Association de la jeunesse chrétienne, les Amis de l'Église baptiste, l'Organisation catholique Caritas, Jeunes et Église, les Œuvres pontificales missionnaires, le Secours catholique... Aidées par la générosité internationale et la solidarité des Chrétiens du monde entier.

Même isolés dans la prison à ciel ouvert de Gaza et même coupés des chrétiens de Jérusalem et de Bethléem, et même éloignés des autres communautés chrétiennes du Moyen-Orient, les Chrétiens de Gaza existent et persistent.

Ziad MEDOUKH

